

BONNES PRATIQUES

PME, ETI, **PASSEZ** **À LA RSE**

La responsabilité sociétale permet d'inclure dans la politique environnementale tous les acteurs concernés. Avec souvent un effet positif sur le business.

ÉMILIE LÉVÊQUE

La RSE est source de différenciation de l'offre et de la marque employeur», confie Élisabeth Laville, la fondatrice d'Utopies. La responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) entre dans le langage commun des dirigeants de PME. Aussi appelée performance extra-financière, elle repose sur trois critères : environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Salariés, partenaires financiers, sous-traitants et clients sont autant de parties prenantes importantes pour les entreprises qui s'engagent sur cette voie. La loi de mars 2017 sur le devoir de vigilance, qui ne concerne que les grandes entreprises, entraîne les plus petites. «Elle crée des leviers favorables à la prise en considération des enjeux de la RSE dans les PME et les ETI qui sont leurs sous-traitants», explique Bertrand Desmier, le responsable RSE de Tennaxia. Selon une étude menée par Bpifrance Le Lab en 2018,

PAS D'OBLIGATION LÉGALE,

MAIS DES INCITATIONS

Le décret du 9 août 2017 oblige les entreprises de plus de 500 salariés cotées réalisant plus de 40 millions d'euros de chiffre d'affaires et celles non cotées de plus de 500 salariés réalisant plus de 10 millions de chiffre d'affaires à publier un rapport de performance extra-financière annuel. Les PME n'y sont donc pas contraintes. Celles qui souhaitent

valoriser leur démarche peuvent se faire labelliser. Le label d'entreprise responsable le plus connu en France est Lucie. Délivré par l'Afnor ou par Vigeo, il s'aligne sur les sept questions centrales de l'ISO 26000, les déclinant en 25 principes d'action.



PASCAL QUITTET

25% des dirigeants de TPE, de PME et d'ETI disent avoir une démarche RSE structurée autour d'un plan d'action. Soit, à l'échelle nationale, environ 1 million d'entreprises. Si vous faites partie des 3 millions restants, voici les éléments pour vous convaincre.

IDENTIFIER LES BÉNÉFICES

Les PME et les ETI qui ont adopté une démarche RSE ne tarissent pas d'éloges sur les bénéfices qu'elles en tirent. Pour Posson Packaging (160 salariés), la RSE est le fondement de sa renaissance. «Nous étions au bord de la faillite il y a vingt-trois ans. Aujourd'hui, nous sommes l'un des premiers fabricants de carton en France. C'est cette démarche qui nous a remis sur les rails», raconte Sylvie Casenave-Péré, la présidente de la PME sarthoise. Pour d'autres, c'est d'abord un facteur de croissance. «Nous réalisons des économies d'énergie, nous avons gagné des parts de marché en proposant un produit différenciant et accru la satisfaction de nos salariés. Preuve que la prise en compte des personnes et de l'environnement n'est pas antinomique avec la croissance», se félicite Benoît Rey, le cogérant d'Areco, une PME de 80 personnes qui produit un système de brumisation pour conserver la fraîcheur des fruits et légumes en magasin. Les entreprises qui font de la RSE peuvent se faire évaluer par EcoVadis, leader de la notation en responsabilité sociale des entreprises dans le monde. «Avoir une bonne notation EcoVadis est un atout dans les appels d'offres des



Chez le sarthois Posson Packaging, qui affirme s'être redressé grâce à sa démarche RSE, la prévention des risques est une préoccupation constante.

grands groupes qui veulent sécuriser leur chaîne d'approvisionnement», explique Régis Chomel, le directeur du cabinet de conseil Oraveo.

2 ÉTABLIR UN DIAGNOSTIC

Être une entreprise responsable oblige à penser autrement. «Il n'est pas facile de mettre en place une démarche RSE quand on est une PME», confie Bertrand Cosse, le directeur général de Cepasco (80 salariés), un triturateur d'épices situé à Géménos (Bouches-du-Rhône). Son entreprise bénéficie d'un programme d'accompagnement personnalisé, proposé par Bpifrance, mettant à sa disposition un consultant RSE pendant dix mois. Il existe de nombreux cabinets de conseil en RSE dédiés aux PME. «La première chose que nous faisons est d'établir un diagnostic pour analyser les enjeux de toutes les parties prenantes, internes et externes», explique Marc Jacouton, le fondateur et dirigeant du cabinet RSE Développement. Cette cartographie se fonde sur le référentiel ISO 26000, un standard international qui aborde les thèmes de la gouvernance, des droits de l'homme, des relations et conditions de travail, de l'environnement, de la loyauté des pratiques, des relations avec les consommateurs et de la contribution au développement local. «Nous émettons des recommandations pour un plan d'action stratégique, en fonction des priorités et des arbitrages de l'entreprise», précise Marc Jacouton. Les enjeux varient selon le secteur, l'activité, l'histoire, les valeurs et le territoire dans lequel est implantée l'entreprise.

3 BÂTIR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE

La RSE se traduit souvent par une gouvernance plus ouverte et de meilleures conditions de travail. «Nous avons mis en place en 2011 une politique pour améliorer la qualité au travail et les performances de nos salariés», confie Benoît Rey, d'Areco. Dans cette PME grasse (Alpes-Maritimes), le management est participatif. Les équipes de terrain sont décisionnaires et l'encadrement vient en support. Posson Packaging, lui, a construit en 2004 une usine où sont prises en compte toutes les problématiques liées à la prévention des risques, avec l'installation de robots sur des postes pouvant entraîner des troubles musculo-squelettiques. Dans l'entreprise sarthoise, le comité de direction est paritaire, regroupant tous types de profils, de formation, d'âge, et les décisions sont prises de manière consensuelle. Chez Cepasco, les salariés notent chaque année le bien-être au travail et sont impliqués dans les performances de l'entreprise. Un lien est créé entre l'encadrement et les équipes.

4 LIMITER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

L'axe environnemental de la RSE est aussi fortement investi par les PMI. La marque Lafont du groupe Cepovett a centré sa démarche autour d'un tablier destiné aux métiers de la bouche, fabriqué en France à partir de polyester recyclé ou de lin. «Cela correspond à une attente de nos clients, qui veulent des solutions respectueuses de l'environnement. La marque s'engage pour proposer une alternative au coton, qui est très polluant», souligne Alexandra Avram, la directrice marketing de Lafont. Il y a cinq ans, LIM Groupe, fabricant de selles de cheval, a dépensé 3 millions d'euros dans la recherche et l'innovation pour produire des selles en cuir sans métaux lourds. Elles sont désormais tannées avec des éléments végétaux. Cette ETI du Périgord, qui emploie près de 500 personnes, propose aussi un packaging éco-conçu et un service de reconditionnement des selles d'occasion. «Nous avons une vision à très long terme de notre métier, ce qui nous impose d'être vigilants, de préserver notre bien commun qu'est la planète», confie son président, Laurent Duray.